

Woleu-Ntem/Département du Woleu/Oyem/Gestion des ordures ménagères...

Gabon propre service mise à l'index



Ce tas d'immondices se trouve au pied du monument Nkoum'Ekiègn, face au magasin CKDO.



La "décharge" du carrefour Koweït.

Photo : Chris OYAME/ L'Union

Photo : Chris OYAME

C.O.
Oyem/Gabon

Depuis plusieurs mois, le chef-lieu de la province du Septentrion est envahi par les déchets. Des tas d'immondices s'amoncellent de part et d'autre, ternissant ainsi l'image de la ville. Une responsabilité, selon le 1er adjoint, au maire imputable à ladite société (Gabon propre service).

QU'IL est révolu le temps où la commune d'Oyem

était reconnue comme la plus propre du Gabon. C'était lors du premier mandat de l'actuel maire, Vincent Essone Mengue, il y a une quinzaine d'années. Aujourd'hui, force est de constater que le chef-lieu du Woleu-Ntem croule sous le poids d'énormes tas d'ordures ménagères. Dans les deux arrondissements, les déchets jonchent les rues et les grandes artères. C'est le cas, par exemple, des carrefours Tougou-Tougou, Koweït, Adzougou, entre le monument Nkoum'Ekeign,

alentours du bar-restaurant Le-Manguier, près du magasin CKDO, dans les marchés, etc. « Oyem est devenue une ville très sale, fait constater Amélie Mengue, étudiante. « Nous ne sommes plus à l'abri des maladies ici. Heureusement encore que la saison des pluies n'a pas encore véritablement débuté », ajoute Nguema Bibang, habitant du quartier Mekaga. Avant d'enfoncer le clou : « La mairie a démissionné. Elle ne nettoie plus la ville. » Joint au téléphone, le pre-

mier maire adjoint de la commune d'Oyem, Emmanuel Obame Ondo, déclare que cette situation déplorable est imputable à la société Gabon propre service (GPS). Selon lui, GPS a signé une convention de 3 milliards de francs avec l'Etat, depuis plus d'une décennie, pour entretenir 11 villes du pays. Mais les autorités municipales actuelles et la population d'Oyem constatent amèrement que cette société n'assure pas convenablement ses missions. « Nous avons essayé de leur

apporter notre aide en établissant des liens de collaboration avec eux. Mais, grande a été notre surprise de constater leur mauvaise foi », ajoute M. Obame Ondo, qui qualifie l'attitude des responsables de GPS de mépris. Et pour cause, explique-t-il, le représentant local de ladite entreprise serait disposé à travailler avec nous, mais sa hiérarchie à Libreville manquerait de réactivité. Une situation que l'édile avoue avoir du mal à comprendre. Pour lui, avec 3 milliards de francs

par an pour 11 villes seulement à entretenir, GPS peut parfaitement accomplir ce travail. « Si l'Etat attribuait cette dotation aux budgets de ces 11 villes, chacune d'entre elles devait bénéficier de plus de 272 millions de francs pour bien assurer le nettoyage. Mais hélas, rien n'est envisagé dans ce sens », regrette M. Obame Ondo. Aucune information n'a, cependant, pu être obtenue du côté de GPS, malgré nos nombreuses sollicitations.

... et trois questions au premier adjoint au maire...

... Emmanuel Obame Ondo : "Il faut retirer le marché à GPS"

Propos recueillis par C.O.
Libreville/Gabon

L'union: Depuis quelque temps, la commune d'Oyem ploie sous des tas d'immondices. Pourtant, lors de son premier quinquennat, le maire Vincent Essono Mengue en avait fait l'une des villes les plus propres du Gabon. Que se passe-t-il aujourd'hui ?

Emmanuel Obame Ondo : C'est une très bonne question. Je l'ai soulevée dans mon mot de bienvenue, lors de l'installation du nouveau gouverneur par le ministre de l'Intérieur. Pour simplement lui dire que les élections locales sont fixées au 6 octobre prochain. Qu'à l'issue de ce processus électoral et de la prise de fonction des nouveaux bureaux des conseils municipaux, qu'il convoque les maires des villes bénéficiaires des services de l'opérateur privé, Gabon Propre Services (GPS), que l'Etat a commis à la tâche du ramassage des ordures. Je suis convaincu que les maires qui seront en poste auront des choses à dire s'ils maîtrisent bien leur sujet. Ils auront certainement des propositions à faire au gouvernement. Parce que, malheureusement dans notre pays, on a tendance à prendre les décisions sans consulter les principaux concernés.

Que vous a répondu le ministre de l'Intérieur ?

- Dans sa réponse, il nous a rassurés que le processus de la décentralisation est en marche, et que celui-ci concernerait aussi la gestion des ordures ménagères. En la matière, la différence entre le premier mandat d'Essono Mengue, le second d'Allogo Mengara et celui actuel est que, pour les deux premiers, la gestion et le ramassage des ordures étaient de la responsabilité des maires. Mais, en 2009 ou 2010, l'Etat a pris la décision de s'occuper du ramassage des ordures en confiant cette responsabilité à GPS. C'est le cas des 9 grandes villes du pays (7 chefs-lieux de province, en dehors de Libreville et Port-Gentil), et des villes de Bitam et Moanda. Tout le monde le constate, le travail n'est pas bien fait. A mon avis, il n'y a pas que le problème de moyens. Je crois qu'il y a aussi une question de volonté. Parce que nous n'avons pas obtenu la collaboration que nous avons voulu



Photo : PME/ L'Union

avoir avec lui. Nous avons voulu l'accompagner en lui apportant notre concours. Mais visiblement, il n'a pas beaucoup de volonté. Ceux qui lui ont confié le marché et les populations s'apercevront qu'il n'est pas à la hauteur de sa tâche. Il faut lui retirer ce marché qui coûte plus de 3 milliards de francs par an payés par le contribuable et le rétrocéder aux mairies. Il y a deux services phares dans une mairie : l'état civil et la voirie. Le reste vient après.

Le maire Vincent Essono Mengue a décidé de ne pas participer aux élections locales du 6 octobre. Quelle est votre position et celle de vos anciens colistiers ?

- Pour ce qui me concerne, je vous donne une réponse qui va surprendre. J'étais le premier à vouloir partir. En 2015, j'ai pris la décision de ne plus me représenter. J'avais décidé d'accompagner de nouveau le maire titulaire, mais compte tenu d'un certain nombre d'incompréhensions au sein du bureau que nous avions à l'époque, je me suis dit que c'est mon dernier mandat. Mais à l'approche des élections présidentielles de 2016, je m'étais dit que s'il y a un changement,

pourquoi ne pas continuer la vie politique ? N'ayant pas obtenu les résultats escomptés, je me suis dit, pourquoi ne pas revenir à ma position de 2015 ? Le maire titulaire que j'ai consulté par la suite était exactement dans la même logique : compte tenu du contexte politique actuel, il a décidé de ne plus se représenter. Ce qui me réjouit. Nous sommes sur la même longueur d'onde sur ce point. S'agissant des autres conseillers, je constate que de tous les maires, il n'y a qu'un seul qui soit encore en compétition. Cela veut dire que la plupart des édiles ont suivi le maire titulaire. Je salue cette attitude de solidarité. Je suis à mon troisième mandat et je ne suis pas candidat pour des raisons purement politiques liées à la situation générale du pays et pour des raisons personnelles que je n'ai pas envie de commenter ici. Je viens de vivre mon rêve d'enfance. Depuis l'université, je rêvais de devenir maire. Trois mandats après, il est important de me retirer. Comme on dit, un rêve n'est pas éternel. Ayant réalisé le mien, je peux volontairement me retirer en bon démocrate, surtout que les conditions politiques ne s'y prêtent pas.

Emmanuel Obame Ondo : "Il faut rétrocéder aux mairies le budget de la gestion des ordures".